

La réforme de l'Office burundais des recettes plébiscitée à Genève

RFI, 30 octobre 2012 Conférence des donateurs : le Burundi fâ€™licitâ€™ pour sa râ€™forme du fisc Avec notre correspondant â€™ Genève, Jean-Pierre Boris Les partenaires financiers du Burundi sont râ€™unis â€™ Genève depuis hier, lundi 29 octobre, pour dâ€™cider de l'aide â€™ accorder au pays. Le gouvernement sollicite l'appui des bailleurs de fonds pour soutenir notamment sa lutte contre la pauvretâ€™. Et pour montrer que les choses avancent au Burundi, le gouvernement met en avant ses râ€™ussites, notamment la râ€™forme de l'administration fiscale. Sâ€™TM il y a une râ€™forme du gouvernement burundais est plâ€™biscitâ€™e par les bailleurs de fonds internationaux, câ€™TM est sans discussion possible celle de lâ€™TM Office burundais des recettes (OBR). Sous cette mystâ€™rieuse appellation se cache tout simplement lâ€™TM administration fiscale. En un an, cet office a accru de 30% les impâ€™ts perâ€™sus par lâ€™TM Etat burundais.

Aux yeux des experts internationaux et des spâ€™cialistes des questions des dâ€™veloppement, cet office burundais des recettes incarne cependant, mieux que beaucoup de râ€™formes, les efforts de bonne gouvernance de ce pays de la râ€™gion des Grands Lacs. Tout comme les progrâ€™s râ€™alisâ€™s dans le classement de la Banque mondiale sur le climat des affaires, cet office signifie que le Burundi ne compte pas seulement sur lâ€™TM aide internationale pour se dâ€™velopper, mais quâ€™TM il tente mobiliser ses ressources internes pour crâ€™er de la richesse. Une administration fiscale digne de ce nom, cela veut aussi dire renforcer lâ€™TM Etat en lui donnant les moyens de fonctionner. Câ€™TM est un gage de bonne gouvernance ultâ€™rieure, â€™ con bien sâ€™r que la corruption soit â€™radiquâ€™e. Et lâ€™TM aussi, lâ€™TM objectif â€™« tolâ€™rance zâ€™ro corruptionâ€™ adoptâ€™ par le g burundais est saluâ€™ par la communautâ€™ des bailleurs de fonds. Mais cet objectif, il faudra quâ€™TM il soit atteint.